



AMERIQUE/COLOMBIE - Evêques des zones frontalières engagés dans l'aide aux colombiens expulsés du Venezuela et en faveur de la paix

Cucuta (Agence Fides) – Les Evêques des Diocèses se trouvant le long de la frontière entre la Colombie et le Venezuela ont accueilli favorablement l'initiative du Chef de l'Etat vénézuélien, Nicolas Maduro, de convoquer une conférence de paix nationale pour le 26 février afin de surmonter la crise sociale qui a provoqué des morts, des blessés et un climat de violence généralisée dans le pays au cours de ces trois dernières semaines. Cette crise, ainsi que l'indique la note envoyée à l'Agence Fides par une source locale, crée actuellement une série de graves problèmes y compris dans la zone frontalière, où la population doit faire face au manque de nourriture et au blocage partiel des communications mais aussi gérer un grand nombre de colombiens expulsés du Venezuela. « Nous sommes préoccupés par la situation des colombiens qui ont été expulsés du Venezuela – a déclaré l'Evêque de Cúcuta, S.Exc. Mgr Julio César Vidal Ortiz. Ceux-ci ont leur famille au Venezuela et lorsqu'ils les arrêtent pour les expulser, ils leur retirent leurs documents avant de les renvoyer en Colombie, créant ainsi un conflit. Nous cherchons à les aider au travers de la Banque alimentaire et par l'intermédiaire des Pères Scalabrinienis, parce qu'ils arrivent dépourvus de tout ».

L'Evêque de Cúcuta, indique la note, a ajouté : « Nous prions actuellement ensemble et nous organisons également une rencontre ecclésiale parce que nous avons la ferme intention d'exprimer par notre présence un témoignage de paix. Il s'agira d'une réunion de tous les Evêques des Diocèses de la frontière du Venezuela, de Maracaibo à Apure, avec tous les Evêques de la frontière de la Colombie, de Guajira à Arauca ». La date de la réunion sera annoncée cette semaine. Entre temps, les Evêques continuent à appeler au calme et au respect. Au cours de ces dernières heures, dans les villes de Tachira et Cucuta, ont eu lieu des manifestations pour la paix qui ont vu la participation de toute la population résidente. (CE) (Agence Fides 24/02/2014)